

Colloque international

L'état du français au Maghreb et en Afrique subsaharienne aujourd'hui

Une reconfiguration aux implications glottopolitiques multiples

Université de Rouen Normandie, Laboratoire Dynamique du langage in situ (DYLIS)

Rouen, 12, 13 et 14 octobre 2026

Appel à contributions

Depuis quelques années, on lit ici et là dans la presse locale africaine (Maghreb et Afrique subsaharienne) ce genre d'affirmations : « La langue française au Maghreb : fin de la divine idylle ? », « Le français perd du terrain en Afrique », « La fin de l'enseignement du français dans les facultés de médecine en Algérie », « Les États du Sahel ont clairement affiché leur volonté de tourner la page au français », « L'université algérienne prend le virage de l'anglais » ou « Recul de la francophonie chez les jeunes Maghrébins. »

Qu'elles reflètent fidèlement la réalité ou qu'elles l'exagèrent, ces affirmations pointent un vrai malaise concernant la situation du français au Maghreb et en Afrique subsaharienne, aujourd'hui. Si le français reste largement utilisé dans l'administration, les affaires ou les médias, son rôle dans les systèmes éducatifs est-il de plus en plus remis en question ?

L'objectif de ce colloque international est de faire l'état des lieux du français dans ces deux régions et d'envisager ses perspectives. Nous ne privilégions aucune approche ni aucun domaine mais toutes les propositions, qu'elles soient linguistiques, sociolinguistiques ou didactiques, pourraient relever de notre démarche. Nous ne sommes ni alarmistes ni rassurants. Aucune question n'est cependant taboue, toutes les questions sont recevables pourvu qu'elles soient posées de manière scientifique, loin des invectives et des discours partisans. Nous ne sommes pas dupes pour autant ; nous savons que le discours sur le français est largement investi idéologiquement dans ces deux régions. Mais cela doit nous inciter davantage à adopter une démarche rationnelle, fondée sur un diagnostic réel et sur des constations empiriques.

Notre objectif ne consiste ni à orienter le lecteur ni à lui circonscrire la problématique, mais à proposer des pistes de réflexions. Nous tenterons, par conséquent, dans les pages qui suivent de passer en revue quelques éléments susceptibles de faire l'objet d'échanges entre les participants à cette manifestation scientifique.

Comment expliquer le « recul » du français au Maghreb et au Sahel ?

Pourquoi le français semble reculer, aujourd'hui, au Maghreb et en Afrique subsaharienne ?

Évidemment, la réponse à cette question n'est pas facile tellement les avis sont divergents. A défaut de ne pas pouvoir donner une réponse exhaustive, nous essayons de pointer les plus récurrentes d'entre elles.

En Algérie, par exemple, la décision de remplacer le français par l'anglais dans les programmes de médecine est justifiée, du moins dans les discours officiels, par des considérations d'accessibilité aux ressources bibliographiques. Certains disent que les manuels et les ressources bibliographiques les plus à jour sont en anglais. D'autres avancent que si l'on veut être plus facilement répertorié et cité, il faut publier en anglais. S'il est vrai que ce type de discours, on le retrouve aussi dans les milieux scientifiques en France, il n'en demeure pas qu'en Algérie, cette décision soulève des résistances notamment au sein du corps enseignant. Plusieurs enseignants, formés en français, ont exprimé leur malaise face à une transition

imposée sans accompagnement ou formation adaptée. La plupart des enseignants refusent d'enseigner dans une langue qu'ils ne maîtrisent pas suffisamment pour transmettre un savoir scientifique complexe. Cela explique-t-il en partie la difficulté des pays maghrébins à mettre en place une politique linguistique cohérente et efficace ?

Ce qui est plus préoccupant, pensent d'autres, c'est que cette décision algérienne n'est pas solitaire ; d'autres décisions similaires sont prises par d'autres pays de la région. L'anglais, vu comme une langue d'opportunité et d'ouverture à l'international, est-il en train de gagner du terrain face à un français souvent associé à un passé colonial et à des relations diplomatiques avec la France, pour le moins complexes ? Cette politique linguistique, lente mais constante, remet-elle en cause l'avenir du français comme langue de savoir scientifique au Maghreb et au Sahel ? Est-ce l'image de la francophonie en Afrique qui est fragilisée ?

En 2022, lors du Sommet de la Francophonie à Djerba, le Président tunisien, Kais Saïed, dans son discours, tenu en arabe littéraire, il a affiché une hostilité sinon une distance vis-à-vis du français. Le président était excédé par l'attitude de la France considérant la Tunisie comme une simple zone de rétention pour les candidats à l'immigration. Quoi qu'il en soit, les discussions qui s'en sont suivies sur le français en Tunisie ont révélé une tendance pour le moins problématique : entre le désir de réappropriation de l'arabe, langue nationale, le besoin d'une langue d'ouverture à l'international et le désaveu du français au profit de l'anglais, le débat reste largement identitaire. Pour établir un bon diagnostic de l'état du français au Maghreb doit-on nécessairement dépassionner le débat sur les rapports entre langue et identité ?

Pour les États africains, notamment ceux regroupés au sein de l'Alliance des États du Sahel (AES), le retrait progressif du français des institutions universitaires, administrations publiques et médias nationaux s'accompagne d'une montée du sentiment « anti-politique » française.

Outre la politique draconienne de délivrance des visas et les relations difficiles entre la France et ses partenaires africains surtout au sujet de l'immigration, certains observateurs expliquent les frictions linguistiques par des sentiments antimaghrébins d'une certaine classe politique française.

D'autres voient les choses autrement : le renouvellement des générations au Maghreb rompt avec les liens historiques entre le Maghreb et le français. Les jeunes Maghrébins rêvent d'un ailleurs différent, lequel de surcroît se trouve confronté, aujourd'hui, par un manque d'empressement de la France d'accueillir ces jeunes dans les universités françaises. Les jeunes Marocains, Algériens ou Tunisiens veulent aller au Canada, en Allemagne ou aux États-Unis.

Aujourd'hui, au Maghreb, le français n'est donc plus la seule référence. Plusieurs études montrent que ces jeunes sont séduits par la langue anglaise, notamment dans le domaine de l'informatique, le commerce ou la diplomatie. L'anglais des affaires, par exemple, les séduit de plus en plus. Cette langue, ils la perçoivent comme un moteur d'intégration au marché mondial. Leur attitude positive contraste avec la perception colonialiste que l'on attribue au français.

Reconfiguration aux implications glottopolitiques multiples

Si la plupart des spécialistes de la situation linguistique maghrébine et subsaharienne s'accordent sur le recul irréversible du français dans cette zone géographique, comment faire pour remédier à cet état des choses ?

Une question se pose, disent certains : faut-il dépasser l'idée selon laquelle le français est issu de l'héritage subi de la colonisation ? Toutes les langues du monde pourraient être considérées, à un moment ou à un autre de leur histoire, comme des langues coloniales, dès lors qu'elles arrivent par un moyen ou par un autre à s'implanter dans un territoire qui n'est pas leur territoire d'origine, ce qui est le cas du français au Maghreb et au Sahel. Mieux ! Doit-on apprendre à composer avec cette donne et faire en sorte que cette langue devienne un atout supplémentaire, pour les intéressés, et non un carcan ? Trop enraciné dans le paysage sociolinguistique maghrébin, la disparition du français n'est pas pour demain, disent d'autres.

Quel rôle pourraient jouer les Maghrébins ou les franco-Maghrébins en France dans la valorisation du français au Maghreb ? Comment lutter contre le sentiment anti-maghrébins chez une certaine classe de la

population française couplant souvent et de manière délibérée Maghreb et immigration ? Sentiment qui n'est pas de nature à améliorer la vision du français surtout chez les jeunes Maghrébins.

Sur un plan strictement éducatif, peut-on continuer à enseigner le français au Maghreb, surtout en littérature, à des élèves ou étudiants comme s'il s'agissait de leur langue première et dont le niveau ne cesse de baisser drastiquement ? Faut-il plutôt repenser totalement les programmes d'enseignement du français au Maghreb en s'orientant par exemple vers la généralisation du FLE ?

Voilà des questions qui ne circonscrivent pas la problématique mais proposent des pistes de réflexion.

Conseil scientifique

Akinci, Mehmet Ali, Université de Rouen Normandie
Barry Alpha, Université Bordeaux Montaigne
Ben Abdallah Kaouthar, Université Marie et Louis Pasteur, Besançon
Ben Salha, Habib, Université de la Manouba
Chebil, Safa, Institut Supérieur des Sciences Humaines de Tunis
Chenoufi-Ghaleb, Raja, Institut Supérieur des Sciences Humaines de Tunis
Cherrad, Nedjma, Université Frères Mentouri, Constantine 1
Embarki Mohamed, Université Marie et Louis Pasteur, Besançon
Haidar, Mehdi, Université de Rabat
Lahlou, Mohamed, Université de Marrakech
Laroussi, Foued, Université de Rouen Normandie
Laroussi, Mona, Institut de la Francophonie pour l'Éducation et la Formation, OIF, Dakar
Mabrou, Abdelouahed, Université Chouaib Doukkali, El-Jadida
Morsly, Dalila, Université d'Angers
Mgharfaoui, Khalil, Université Chouaib Doukkali, El-Jadida
Pradeau, Coraline, Université de Rouen Normandie
Rhibi, Chokri, Université de Gabès
Soudani, Hind, Université de la Manouba
Tebbaa, Ouidad, Agence Universitaire de la Francophonie (AUF), Dakar
Trabelsi, Mustapha, Université de Sfax
Tramoni, Laurence, Université de Corse, ACSU, Ambassade de France en Mauritanie

Comité d'organisation

Akinci, Mehmet-Ali
Ben Abdallah, Kaouthar
Laroussi, Foued (responsable scientifique du colloque)
Pradeau, Coraline
Soudani, Hind

Droits d'inscription

100€ pour les enseignants chercheurs
50€ pour les doctorants
Les frais d'inscription couvrent le pack du colloque, les pauses café, la sortie culturelle.

Calendrier

1^{er} mai 2026 : dernier délai de réception des propositions de communication
1^{er} juin 2026 : notification aux auteurs
12, 13 et 14 octobre 2026 : déroulement du colloque international dans les locaux de l'Université de Rouen Normandie

Les propositions de communication doivent être adressées à colloque.etatdufrancais@gmail.com